

L'absentéisme scolaire : une fracture silencieuse qui inquiète les collectivités européennes

Réuni à Strasbourg, le 27 octobre, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux a adopté un rapport appelant à prévenir l'absentéisme scolaire. Le texte a suscité un vif intérêt parmi les délégués.

L'absentéisme scolaire, longtemps considéré comme une difficulté individuelle ou familiale, apparaît désormais comme un défi collectif qui affecte toutes les sociétés européennes. C'est le constat dressé mardi 27 octobre, lors de la 51e session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Présentant leur rapport, Liesa Scholzen (Belgique, GILD) et Anita Sollie (Norvège, PPE/CCE) ont alerté sur la progression des absences depuis la pandémie de Covid-19. Dans certains pays, l'absentéisme persistant a presque doublé par rapport à la période pré-pandémique. Mais les comparaisons européennes restent fragiles : les États ne partagent ni définitions, ni méthodes de suivi.

Un révélateur des fragilités sociales

« L'absentéisme scolaire touche toutes les catégories de la population », a rappelé Liesa Scholzen. Il frappe toutefois davantage les élèves défavorisés et ceux ayant des besoins éducatifs particuliers. Précarité du logement, difficultés de transport, problèmes familiaux, maladie, harcèlement ou violences scolaires : les causes sont multiples et souvent cumulatives.

Les déléguées jeunes bulgare et roumaine, Elena Nikolova et Lavinia Teodorescu, ont particulièrement attiré l'attention sur l'absentéisme au sein des communautés roms. D'autres intervenants ont souligné la situation des communes agricoles, où les enfants participent parfois aux travaux familiaux au détriment de leur scolarité. Alberto Mazzoleni (Italie, CRE) a, pour sa part, insisté sur les difficultés de transport dans les régions montagneuses et sur la nécessité de maintenir des écoles dans les communes isolées. La disparition des établissements de proximité risque d'aggraver encore les inégalités territoriales.

La peur au ventre

Le rapport distingue différents degrés et causes d'absentéisme. Harcèlement, discriminations ou sentiment de ne pas avoir sa place à l'école peuvent nourrir cette rupture, que les seules sanctions ne sauraient résoudre.

Cette dimension a traversé les échanges. Plusieurs intervenants ont fait de la violence scolaire l'une des causes majeures de l'absentéisme. Gabriela Elin Blomberg McCormack (Royaume-Uni, déléguée jeune) a évoqué sa propre peur de retourner en classe face aux pressions de ses camarades. Zehra Özyol (Türkiye, SOC) a rappelé deux attaques récentes contre des écoles en Turquie, ayant fait des morts parmi les enseignants et les enfants. Une violence qui nourrit également l'angoisse des parents, désormais confrontés à une question impensable : leurs enfants rentreront-ils sains et saufs de l'école ? La sécurité apparaît ainsi comme une condition essentielle de la confiance envers l'institution scolaire.

Enfin, la guerre en Ukraine donne à cette question une dimension particulièrement dramatique. Iurii Frintsko (Ukraine, GILD), président d'un conseil de district dans la région de Transcarpatie, a évoqué le quotidien des enfants qui poursuivent leur scolarité sous les bombardements, ainsi que l'urgence de reconstruire les infrastructures éducatives détruites ou endommagées. Il s'agit d'une situation désespérée, mais qui diffère totalement de l'absentéisme scolaire observé dans des pays qui ne sont pas en guerre.

Les conséquences dépassent les résultats scolaires : isolement, fragilisation des relations sociales, perspectives professionnelles réduites. À terme, c'est aussi la cohésion démocratique qui est en jeu. « C'est une bombe à retardement, et les autorités à tous les niveaux doivent travailler ensemble pour la désamorcer », a averti Liesa Scholzen.

En Norvège, une autre manière d'agir

Les collectivités sont en première ligne, parce qu'elles interviennent au plus près des établissements, des familles et des services sociaux. Anita Sollie, maire adjointe de Rana, en Norvège, a évoqué une expérience menée dans le plus grand établissement scolaire de sa commune, confronté à un absentéisme alarmant.

Avec une unité régionale de recherche et un financement complémentaire, l'école a engagé une réflexion sur les relations entre enseignants, élèves et parents. L'objectif était de passer d'une gestion des urgences à une politique de prévention, fondée sur l'ouverture et la coopération entre services. Les absences ont reculé de 7 à 2,5%.

Des réponses à construire ensemble

Le rapport préconise un suivi systématique des absences et des dispositifs d'alerte précoce, avant que les difficultés ne deviennent chroniques. Il recommande de former les équipes éducatives à l'analyse de ces signaux, de lutter contre le harcèlement et de renforcer le sentiment d'appartenance à l'école. Pour les élèves déjà éloignés des cours, il propose des parcours de retour souples, associant familles, enseignants, services sociaux et professionnels de santé.

Les rapporteuses souhaitent également une définition de l'absentéisme scolaire et un enregistrement exhaustif de cet absentéisme, tout en appelant les États à soutenir financièrement les collectivités. « L'absentéisme scolaire ne doit pas être considéré comme un échec individuel, mais comme un défi partagé », a insisté Anita Sollie. Car, ce phénomène constitue un signal d'alarme pour les sociétés européennes. Sans mesures à la hauteur de cette crise, les jeunes seront moins en mesure de contribuer à leurs communautés et à la société démocratique dans son ensemble, et d'en tirer profit.